

Déclaration commune

des syndicats SNTRS, FERC-Sup et INRA CGT

lors de la présentation publique du rapport de

l'enquête intersyndicale sur la précarité le lundi 8 février 2010

Comme le montre très bien le rapport présenté ce jour, la précarité explose aujourd'hui dans l'enseignement supérieur et de la recherche.

Dans notre secteur, l'augmentation récente des CDD est liée d'abord à la création de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) et aux dispositifs instaurés par loi dite « pacte pour la recherche ». Chaque contrat financé par l'ANR comprend le plus souvent deux ou 3 CDD (post doc, technicien ou administratif). Et compte tenu des critères de sélection des contrats par l'ANR, les laboratoires ne peuvent pas espérer obtenir de financements sans demander de CDD. C'est un mécanisme pervers qui amène des salariés, notamment des chercheurs et des enseignants-chercheurs, à être à l'origine de la création de CDD, donc de générer de la précarité.

C'est ensuite la loi Liberté et Responsabilité des Universités (LRU) qui transforme les présidents d'universités en manager gérant une masse salariale importante. Pour atteindre leurs objectifs en matière d'enseignement et de recherche avec les moyens qu'ils peuvent se procurer, ils choisissent souvent de recourir à des CDD ou à la sous-traitance.

La précarité existe depuis longtemps dans notre secteur. C'est un mécanisme d'assujettissement des salariés qui favorise le pilotage de leurs travaux ainsi que les restructurations de laboratoires. Ce mécanisme est utilisé depuis des décennies dans notre secteur. Il y a eu des luttes à toutes les époques contre la précarité et certaines ont débouché sur des succès. On peut citer le plan d'intégration de centaines de personnels de la recherche qui a été arraché dans milieu des années 70 au gouvernement Giscard d'Estaing. Plus récemment, ou dans nos établissements : au CNDR des licenciements de PTO (postes soi-disant assimilés fonctionnaires) ont été évités, ou dans nos universités des postes de CDD ont été transformés en CDI...

Aujourd'hui, la précarité n'explose pas seulement dans la recherche et l'enseignement supérieur mais dans toute la Fonction Publique. En fait, tous les secteurs d'activité sont minés par la précarité. Le nombre de personnes touchées est énorme. Un chiffre illustre bien la situation. Il y aura en 2010, un million de chômeurs en fin de droits. La CGT ne peut admettre cette précarité. Elle l'a combatta partout et toujours.

Dans la recherche et l'enseignement supérieur, les syndicats CGT exigent des créations massives d'emplois pour un plan de titularisation de toutes les catégories de précaires. Les moyens financiers existent. Déjà, les crédits de l'ANR utilisés pour payer des milliers de CDD pourraient servir à la création de postes statutaires. Cette revendication de création de postes statutaires n'a rien de démagogique puisque les besoins de recherche et de formation ne sont pas près de diminuer.

La lutte contre la précarité ne peut se limiter à l'exigence de postes dans la Fonction Publique. C'est aussi la responsabilité des entreprises de donner des débouchés aux jeunes issus de la formation dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche.

Les syndicats CGT se doivent de faire respecter les droits souvent bafoués des salariés précaires. C'est notamment le cas pour l'accès à la formation, à la reconnaissance de la qualification. Nous devons dans tous les cas avoir une démarche extrêmement ferme.

En plus, l'enquête, dont les résultats nous ont été présentés aujourd'hui, met en évidence le manque de reconnaissance de notre milieu professionnel pour les précaires. Nos syndicats CGT auront à cœur de travailler à changer cette situation.

Pour finir cette intervention, nous dirons que les syndicats ne doivent pas s'en tenir au constat de la gravité de la précarité dans notre milieu. Ils se doivent de prendre des initiatives d'action régionales et nationales en direction du gouvernement. Peut-être faut-il déjà avancer une date pour un premier temps fort de mobilisation des précaires et des titulaires contre la précarité.